

L'Otan à Nice : manif dans une ville assiégée

mercredi 26 mai 2010, par [TRUBLON Georges](#) (Date de rédaction antérieure : 24 février 2005).

Les 9 et 10 février 2005 s'est tenu à Nice une réunion de l'Otan, ce qui est une première en France. L'objet de la réunion n'a été appris par la presse (Libération) que le 9 février. Il s'agissait, comme l'on pouvait s'en douter, d'impliquer les Européens, et en particulier la France, dans le bourbier irakien.

Un dispositif de sécurité délirant a été mis en place pour assurer cette réunion avec les ministres de la Défense de 26 pays : hélico avec sniper embarqué faisant le tour de la ville, flottille franco-américaine croisant au large et surveillant, entre autres, les avions qui décollaient et atterrissaient de... l'aéroport. Batteries antimissiles dans le port et sur le mont Boron, colline surplombant la ville, plus de 4 000 policiers, gendarmes et CRS réquisitionnés spécialement, des services entiers du CHU en état d'alerte. Tout cela sans compter un centre-ville déjà engorgé par les travaux du tramway et la mise en place du carnaval (repoussé pour l'occasion...), qui s'est trouvé bloqué avec des zones rouges où il était impossible de circuler, y compris aux bus de ville et aux piétons ! Bretelle d'autoroute fermée au niveau de l'aéroport... Jusqu'au plus absurde, relevé par l'Humanité du 10 février : l'interdiction de se baigner ! Rumsfeld, Alliot-Marie et consorts doivent avoir peur de quelque chose...

Sur la ville, pour organiser une contre-manifestation, un collectif de 26 organisations (LCR, PCF, Alternatifs, Verts, CGT, FSU, Solidaires, Association France-Palestine solidarité, Attac, ADN, etc.) s'est constitué, soutenu par une dizaine d'organisations italiennes de la province d'Imperia (Rifondazione, Fiom-CGIL, plusieurs centres sociaux, etc.). Au plan national, Agir contre la guerre (ACG) organisait une mobilisation. L'organisation n'a pas été facile dans la mesure où la préfecture a menacé d'interdire la manifestation et que le point de départ a été changé. Cependant, un climat de psychose et de paranoïa a dissuadé bien des personnes de se rendre à la manifestation. Enfin, que dire des cars des militants italiens qui ont été retenus à Menton pendant plus de deux heures avant de pouvoir rejoindre la manifestation dans sa deuxième partie ?

Au total, il y eut un peu plus de 1 500 manifestants, en semaine, venus essentiellement de la région et d'un large quart sud-est, pour une manifestation jeune, colorée, dynamique et festive. Après ACG et le PCF, le cortège de la LCR était le plus important et notre camarade Olivier Besancenot était le seul responsable de parti présent dans cette manifestation. La manifestation s'est approchée jusqu'à environ 300 mètres d'Acropolis, où se réunissait l'Otan, avant de repartir vers la gare où elle avait débuté.

L'important est qu'elle ait eu lieu, malgré les risques d'interdiction et les menaces que faisait peser un délirant dispositif policier. Elle marque une étape pour le mouvement altermondialiste avant la grande manifestation de Bruxelles le 19 mars prochain.

Georges Trublon

** Paru dans Rouge n° 2100, 24/02/2005.*

L'OTAN À NICE : S'unir contre la guerre

Nice accueillera les ministres de la Défense des États membres de l'Otan en février. Une rencontre qui n'augure rien de bon, dans un contexte où les États-Unis ont besoin de soutien pour mener leur croisade contre le « Mal ».

Les 9 et 10 février, doit se tenir à Nice une réunion de l'Otan réunissant les ministres de la Défense des États membres. On y attend donc la présence de Michèle Alliot-Marie et de Donald Rumsfeld. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'objet de la réunion n'est toujours pas rendu public - y aurait-il quelque chose à cacher ? - mais la tenue de ce genre de réunions a néanmoins de quoi inquiéter.

Réunir les ministres de la guerre au moment où s'enlise la guerre impérialiste menée par les États-Unis en Irak n'est pas bon signe. Cet enlissement pousse probablement les États-Unis à rechercher l'élargissement de leur « alliance » à l'ensemble des pays membres de l'Otan, ou du moins à chercher à les impliquer un peu plus. De toute manière, cela ne peut signifier autre chose que la poursuite de l'occupation militaire en Irak. Et dans l'esprit de remodelage du Moyen-Orient, vu par les faucons de Washington, Israël est le gendarme idéal de la région, ce qui laisse peu d'espoir pour un État palestinien indépendant et viable.

Mais le fait qu'une réunion de ce type ait lieu en France, dans l'un des pays européens les moins impliqués dans l'Otan (il n'y a pas de bases militaires de l'Alliance, comme c'est le cas en Italie par exemple) est lourd de signification. En effet, l'article I-41 du projet de Constitution européenne est assez clair sur le sujet, puisqu'il subordonne pratiquement l'Union européenne à l'Otan pour les questions militaires.

Pour ces raisons et pour d'autres encore, un collectif unitaire large s'est constitué à Nice début janvier. Il réunit, entre autres, la LCR, le PCF, les Verts, les Alternatifs, l'UD-CGT des Alpes-Maritimes, la FSU, le G10, Attac, l'Association France Palestine Solidarité, le Mrap... Nous essayons avec plus ou moins de succès d'élargir le collectif au-delà de la frontière, nos amis italiens ayant à subir la présence de bases de l'Otan dans leur pays. Des collectifs se mettent en place dans un large quart sud-est pour venir participer au rassemblement qui aura lieu à 15 heures, et à la manifestation qui aura lieu à 17 heures le mercredi 9 février, au départ de la gare de Nice-Riquier, place Auguste-Blanqui (à l'est de la ville, qui sera coupée en deux par une « zone rouge ») et qui se dirigera vers l'Acropolis, lieu de la réunion des ministres. Agir contre la guerre (ACG) organise, quant à elle, une mobilisation d'envergure nationale.

Le parcours est plus que symbolique, il affirme la volonté collective de pouvoir manifester où on veut, quand on veut, dans une ville où, sous prétexte de travaux importants pour la mise en place d'un tramway, Jacques Peyrat, le maire ex-FN, tend à vouloir empêcher toute manifestation. Toute ? Non, car le carnaval, avec sa manne financière, aura bien lieu dès le lendemain de la réunion de l'Otan. En réponse, notre défilé se fera sous forme de bataille de fleurs...

Georges Trublon

** Paru dans Rouge n° 2096, 27/01/2005.*

